

Les petites entreprises à Madagascar

Le "Missing Middle" retrouvé

par Jean-David Naudet¹

Les recherches sur les structures de production en Afrique sub-saharienne tendent à valider l'hypothèse dite du "missing middle", c'est à dire de la juxtaposition de deux segments productifs déconnectés : les micro-entreprises du secteur informel et les exploitations paysannes d'une part, et les entreprises de grande taille, pour la plupart publiques ou filiales d'entreprises étrangères de l'autre. Ce dualisme de l'offre, caractérisé par l'absence d'un "secteur intermédiaire", serait une caractéristique fondamentale de ces économies. Partant d'une série d'enquêtes récentes, plus particulièrement celles réalisées par le projet MADIO, traitant aussi bien de l'emploi que des activités économiques des entreprises formelles et informelles, cette étude cherche à corroborer cette thèse pour l'économie malgache et la confrontation des sources de données semble invalider la thèse du "missing middle".

"La faiblesse des technologies intermédiaires et l'absence de PME caractérisent les économies africaines dualistes. Les entreprises publiques et les filiales des firmes étrangères joutent les ateliers informels ou les exploitations paysannes" [Hugon, 1993].

Un tel constat est classique et se justifie amplement dans un manuel d'introduction à la compréhension des économies africaines. Le dualisme se traduit par la partition des entreprises en deux ensembles disjoints et éloignés, les secteurs formel (ou moderne ou structuré) et informel, séparés par segment intermédiaire manquant, le "missing middle".

"Alors que dans tous les pays industriels, il y a une distribution continue des tailles d'entreprise (que l'on approxime souvent par une loi log-normale), la distribution des entreprises par taille dans les

économies africaines est composée de deux segments discontinus... Le problème du "missing middle" dans la distribution semble avoir été repéré pour la première fois par Kilby [1971]. Il fait l'objet d'une attention soutenue dans divers chapitres de Stewart, Lall, Wangwe [1992] et Favereau [in Hugon, Pourcet, Quiers Valette, 1995].

L'absence de ces entreprises intermédiaires ne tient cependant pas lieu de vérité universelle et immuable. Dès 1986, X. Oudin relevait leur importance en Côte d'Ivoire.

"Les travaux de Xavier Oudin ont bien mis en évidence l'importance de la strate des entreprises intermédiaires... Trop longtemps coincées entre les entreprises modernes et les activités informelles qui focalisaient mieux les intérêts des pouvoirs publics et étaient davantage explorées par les chercheurs,

¹ J.D. Naudet, économiste, est chercheur au groupement d'intérêt scientifique DIAL (créé par l'ORSTOM, le CESD-Communautaire et EUROSTAT). Ce travail a été réalisé dans le cadre du projet MADIO (Madagascar-DIAL-INSTA-ORSTOM).

les petites entreprises appellent des investigations spécifiques et des efforts nouveaux pour améliorer la connaissance qu'on peut en avoir" [Fauré, 1994].

Plus récemment, l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest soulignait les signes d'un développement du secteur intermédiaire dans la région [OCDE/BAD/CILSS, 1994].

Pourtant, bien peu des analyses, tant celles qui affirment l'existence du missing middle que celles qui la mettent en doute, sont basées sur une étude statistique globale de l'ensemble du secteur des entreprises pour un espace donné. C'est ce que se propose de faire la présente étude pour le cas de Madagascar à partir de sources d'information privilégiées, provenant d'une succession d'enquêtes récentes portant aussi bien sur les entreprises que sur les ménages.

Cette étude se veut donc une contribution au débat sur le "missing middle" à travers l'exemple très particulier d'une économie africaine que constitue Madagascar. Après une première partie méthodologique, le poids du segment intermédiaire d'entreprise sera évalué dans une deuxième partie sur Antananarivo et Madagascar. La troisième partie analysera quelques grandes caractéristiques de ces entreprises intermédiaires : niveau de formalisation, type d'activité, caractéristiques du personnel, dynamique économique. Enfin en conclusion, nous tenterons de mesurer la portée générale des résultats obtenus. En particulier, l'hypothèse (la thèse ?) suivante sera avancée : le dualisme et le "missing middle" sont des vérités qui s'auto-entretiennent. Les instruments de mesure et d'analyse se sont adaptés à cette vision duale, si bien qu'ils ont systématiquement tendance à la refléter et qu'ils ne permettent pas d'appréhender un éventuel secteur intermédiaire de manière satisfaisante.

Méthode et sources d'information

Les sources d'information

L'étude a pu bénéficier de sources d'information extrêmement diverses et détaillées, ce qui constitue sur ce sujet un cas tout à fait particulier. Souvent, la difficulté s'est située non dans l'approximation de données inexistantes, mais dans l'arbitrage et/ou la réconciliation entre plusieurs sources d'information divergentes sur des points particuliers. L'étude s'est principalement appuyée sur les enquêtes récentes effectuées par le projet MADIO, mais aussi sur des sources d'information annexes issues d'autres sources administratives.

Les sources principales : les enquêtes MADIO

Le projet MADIO a effectué une série d'enquêtes autour de l'emploi et de l'activité économique. Il s'agit en particulier de :

- une enquête emploi sur Antananarivo (enquête 1-2-3, phase 1) : cette enquête, effectuée en 1995, porte sur 2560 ménages, 12.150 individus et 5.500 actifs occupés. Elle concerne en particulier les conditions de travail et interroge les actifs occupés sur la taille de l'entreprise qui les emploie. Cette enquête constitue la principale source d'information de l'étude. Elle permet de rapprocher les caractéristiques individuelles ou familiales des actifs occupés et leurs conditions de travail de la taille de l'entreprise dans laquelle ils travaillent ;

- une enquête sur le secteur informel à Antananarivo (enquête 1-2-3, phase 2) : Cette enquête, effectuée en 1995, a porté sur 1020 unités de production informelle, définies comme des unités de production non enregistrées au registre statistique ou enregistrées mais ne possédant pas de comptabilité. L'enquête portait en particulier sur les conditions et le niveau d'activité des unités informelles à Antananarivo ;

Les sources secondaires

- l'enquête permanente auprès des ménages (EPM) : cette enquête, menée en 1993, a porté sur 4500 ménages sur l'ensemble du territoire. Bien que n'interrogeant pas sur la taille de l'entreprise employant les individus, elle fournit un cadrage récent de l'emploi global sur l'ensemble du pays ;

- les différents fichiers nationaux d'entreprise. Un certain nombre d'institutions gèrent des fichiers d'entreprises dans le cadre de leurs activités. C'est le cas de l'INSTAT (fichier d'enregistrement des entreprises), de la CNAPS (Caisse Nationale d'Assurance et de Prévoyance Sociale, fichiers des cotisants), du Ministère de l'Industrie (fichier des entreprises industrielles) et d'une société privée (MINAS) qui publie annuellement un annuaire professionnel. Ces fichiers ont constitué des sources complémentaires ou de recoupement des résultats des enquêtes.

Définition des segments d'entreprise

L'étude se propose d'analyser, du point de vue de l'emploi, le « secteur intermédiaire » des entreprises, situé entre les micro-entreprises et les grandes entreprises. Encore faut-il donner un contenu précis à ces notions, respectant le plus possible l'homogénéité interne des groupes étudiés.

Le point de vue adopté définit déjà le critère de segmentation des entreprises qui sera le nombre d'employés total (y compris non salariés et temporaires). Seules les bornes des différentes catégories d'entreprises restent à déterminer.

Il existe, en matière de taille d'entreprises, des classifications internationales identifiant généralement les micro-entreprises en dessous de 10 personnes, les petites entreprises entre 10 et 50

personnes, les moyennes entreprises entre 50 et 250 ou 500 personnes, les grandes entreprises au-dessus de 250 ou 500 personnes. Cette subdivision, valable en principe autant pour les pays en développement que pour les pays industrialisés, peut toutefois être aménagée dans le cas particulier de certains pays.

Le tableau 1 donne certaines caractéristiques des entreprises d'Antananarivo selon leur taille.

Tableau 1
Caractéristiques des entreprises d'Antananarivo selon leur taille

Nombre d'emploi	Proportion d'entreprises enregistrées (secteur secondaire)	Proportion d'entreprises ayant une comptabilité (secteur secondaire)	Proportion de salariés dans l'emploi total (dont bénéficiant d'un salaire fixe)	Revenu global moyen tiré de l'activité dans l'entreprise (fmg/mois 1er semestre 1995)
1 personne	5%	0%	0% (dont 0%)	65.000
2 personnes	11%	0.5%	18% (dont 1%)	61.000
3-5 personnes	36%	4%	34% (dont 23%)	62.000
6-10 personnes	63%	15%	64% (dont 42%)	71.000
11-20 personnes	84%	46%	87% (dont 69%)	83.000
21-50 personnes	98%	90%	93% (dont 76%)	92.000
51-100 personnes	100%	100%	99% (dont 88%)	106.000
+ 100 personnes	100%	100%	99% (dont 90%)	115.000

Sources : Enquête emploi, Enquête secteur informel, Recensement industriel, MADIO.

Ces caractéristiques conduisent à modifier en partie la segmentation usuelle en incluant les entreprises de 6 à 10 personnes dans la catégorie des petites entreprises et en ne distinguant pas entre moyennes et grandes entreprises (peu nombreuses). On aboutit ainsi à trois catégories d'entreprises :

- les micro-entreprises employant entre 1 et 5 personnes, très majoritairement informelles, non enregistrées et sans comptabilité, participant très faiblement au salariat et au revenu moyen modeste ;
- les petites entreprises employant entre 6 et 50 personnes, très majoritairement enregistrées mais fréquemment sans comptabilité formelle, donnant une large place au salariat (bien que souvent rétribué à la tâche), et dont les revenus moyens sont supérieurs à ceux des micro-entreprises ;
- les moyennes et grandes entreprises entièrement formelles où le salaire fixe est le mode quasi-exclusif et dont les revenus moyens sont les plus élevés.

L'étude se penchera donc particulièrement sur le segment intermédiaire ainsi défini des "petites entreprises", et tâchera d'en estimer le poids dans l'économie ainsi que ses principales caractéristiques.

Réconcilier enquêtes ménages et enquêtes entreprises

Un des aspects les plus originaux et intéressants de l'étude consistait à déterminer l'emploi par taille d'entreprise en exploitant conjointement des enquêtes ménages (enquête emploi, enquête EPM) et des enquêtes entreprises (enquête secteur informel, recensement industriel). Lors de la phase 1 de l'enquête 1-2-3, la question suivante était posée aux actifs occupés : "combien de personnes travaillent au total dans votre entreprise ?" Les réponses étaient précodées par tranche d'emploi.

L'intérêt d'une telle question sur un large échantillon représentatif de la population de la capitale est de donner directement un cadrage global de l'emploi par taille d'entreprise, comme le ferait une enquête qui s'adresserait à tous les types

d'entreprises (ce qui en pratique n'existe pas). En revanche, on peut s'interroger sur la validité des réponses des enquêtés à une telle question. Comment est perçu le nombre de personnes « travaillant » dans une entreprise ? Lorsque ce nombre est élevé, les enquêtés en ont-ils une image exacte ? Il apparaissait indispensable de recouper les informations obtenues auprès d'autres sources avant de pouvoir les exploiter. Tous les éléments de ce recoupement étaient disponibles sur le secteur secondaire à Antananarivo où l'on disposait, outre l'enquête ménage, de deux enquêtes entreprises portant sur les secteurs formel et informel, et formant une partition de l'ensemble du secteur ; toutes ces enquêtes étant espacées de quelques mois.

La confrontation entre enquête emploi et enquêtes entreprise prend tout son sens pour le segment intermédiaire des petites entreprises. En effet, le plan de sondage de l'enquête secteur informel est basé sur l'enquête emploi. Aussi n'y a-t-il pas recoupement d'information pour le secteur des micro-entreprises, largement dominant dans le secteur informel. Pour les moyennes et grandes entreprises, la limitation de l'enquête emploi sur Antananarivo restreint également les possibilités de recoupement. En effet, plusieurs entreprises, très importantes en terme d'emploi, ont leur siège dans la capitale et la majorité de leurs emplois dans l'intérieur du pays. Ces entreprises sont enregistrées à Antananarivo par le recensement industriel sans que l'on connaisse leur contribution réelle à l'emploi de la capitale. En revanche, pour les petites entreprises, la confrontation des enquêtes se présente comme un réel recoupement d'information.

La comparaison brute des résultats présente des divergences considérables. Le nombre apparent d'emplois dans les petites entreprises industrielles, selon les réponses spontanées à l'enquête emploi, est de 31.500 au titre de l'emploi principal et 1000 au titre de l'emploi secondaire. Les enquêtes entreprises ne relèvent que 22.000 emplois dans ces entreprises (7.000 dans l'informel et 15.000 dans le formel).

Après avoir envisagé diverses hypothèses pour expliquer cette différence, dont la non fiabilité des réponses spontanées des enquêtés, il est apparu que bon nombre d'individus interrogés déclarent travailler pour une entreprise d'une certaine taille en nombre de travailleurs (y compris des grandes entreprises), en même temps qu'ils reconnaissent travailler et être rémunérés de manière irrégulière.

L'enquête emploi indique ainsi un nombre de "travailleurs irréguliers"² de 38.000 pour le secteur industriel et 87.000 pour l'ensemble des secteurs. Parmi eux, 8.500 déclarent travailler pour des petites entreprises et 6.500 pour des moyennes ou grandes entreprises. Pourtant, leurs conditions de travail semblent les rapprocher davantage de travailleurs indépendants que d'employés d'entreprises : ils sont employés à la tâche ou à la journée, ils travaillent majoritairement (65%) dans un domicile (le leur ou celui de leur client), et travaillent 25 heures par semaine environ (contre 42 heures pour les travailleurs réguliers de ces entreprises).

De tels travailleurs sont particulièrement nombreux dans les secteurs du textile et du bâtiment. On peut en fait les considérer comme des travailleurs indépendants liés à une ou plusieurs entreprises. Il est intéressant de remarquer que ces travailleurs déclarent spontanément travailler pour l'entreprise à laquelle ils sont liés. Lorsque cette entreprise appartient au secteur formel, ce peut être une source de sous-estimation de la mesure de l'emploi informel d'après les déclarations des travailleurs.

Il est très probable que ces travailleurs irréguliers ne puissent être retrouvés dans des enquêtes entreprises où ils ne sont pas considérés comme des employés (mais peut-être comme des sous-traitants). Si l'on opère la distinction entre réguliers et irréguliers³, alors l'enquête emploi qui enregistre 23.000 emplois industriels réguliers dans les petites entreprises devient très proche des enquêtes entreprises qui en relèvent 22.000.

La confrontation entre les différentes sources semble donc justifier l'utilisation de l'enquête ménage pour étudier la distribution des emplois par taille d'entreprise, en particulier pour les petites entreprises, à condition de faire la distinction entre les personnes disposant ou non d'un emploi et d'une rémunération régulière. Dans toute la suite de l'analyse, les seuls emplois en entreprise considérés ont été les emplois réguliers.

² Précisément, ont été comptés comme travailleurs irréguliers les personnes déclarant avoir un emploi irrégulier et une rémunération irrégulière. Un certain nombre de personnes déclarent avoir un emploi irrégulier et pourtant sont rémunérés de manière fixe ; ces derniers ont été réintégrés parmi les travailleurs réguliers.

Emplois principaux seulement.

³ Qu'il ne faut pas confondre avec la distinction entre permanents et temporaires, tous travailleurs réguliers.

Le poids des petites entreprises dans l'économie

L'emploi

L'analyse porte sur l'emploi non agricole et non administratif.

L'emploi à Antananarivo en 1995

A partir des enquêtes, on peut dresser un cadrage général de l'emploi non agricole à Antananarivo en distinguant 5 types d'emploi : les emplois auprès des ménages, les emplois irréguliers de toutes sortes considérés comme des emplois indépendants, les emplois réguliers dans des micro-entreprises, les emplois réguliers dans des petites entreprises et les emplois réguliers dans des moyennes et grands entreprises.

Tableau 2

Cadrage général de l'emploi non agricole à Antananarivo (hors administration)⁴

	Secondaire		Tertiaire		Total	
Emploi auprès des ménages	500	0.5%	35.000	17%	35.500	10%
Emplois irréguliers	38.000	30%	40.500	19%	78.500	23%
Micro-entreprises	33.000	26%	91.000	43%	124.000	37%
Petites entreprises	23.000	18%	31.000	15%	54.000	16%
Moy. et Grandes entreprises	33.000	26%	13.000	6%	46.000	14%
Total	127.500	100%	210.500	100%	338.000	100%

Sources : Enquête emploi, enquête secteur informel, recensement industriel MADIO.

Le tableau 2 donne la mesure de l'importance du secteur des petites entreprises. Elles emploient, de manière régulière, à Antananarivo 54.000 personnes, soit 16% des actifs occupés de la capitale et le quart des travailleurs réguliers dans

les entreprises. Les petites entreprises emploient globalement plus de personnes que les moyennes et grandes entreprises, peu présentes dans le secteur des services.

Tableau 3

Salariés réguliers par taille d'entreprise à Antananarivo (hors primaire et administration)⁴

	Salariés réguliers	
Micro-entreprises	27.500	23%
Petites entreprises	45.000	38%
Moyennes et grandes entreprises	45.500	39%
Total	118.000	100%

Sources : Enquête emploi MADIO

Les petites entreprises emploient près de 40% des salariés réguliers dans la capitale, soit presque autant que les moyennes et grandes entreprises (tableau 3).

L'importance des petites entreprises se mesure également en fonction de leur nombre (tableau 4).

⁴ Emplois principaux seulement.

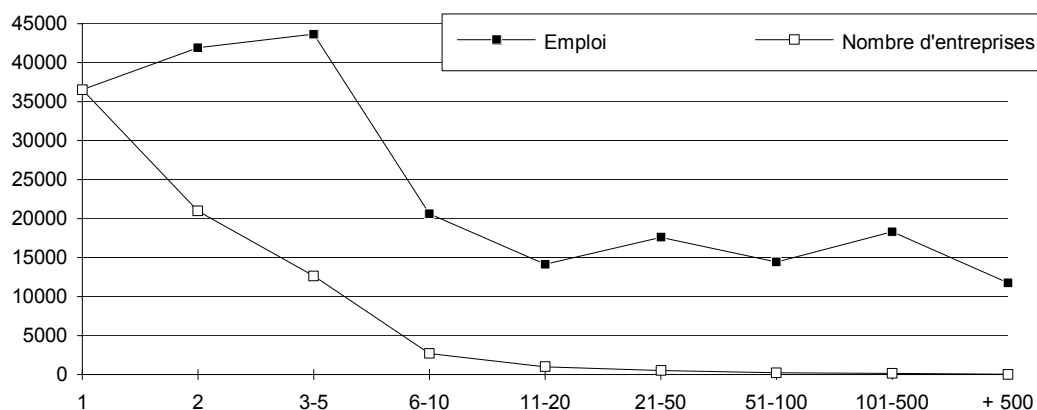
Tableau 4Nombre d'entreprises régulières non agricoles ⁵ à Antananarivo⁶

	Secondaire	Tertiaire	Total
Micro-entreprises	18.000	53.500	71.500
Petites entreprises	1.600	2.600	4.200
Moy. et grandes entreprises ⁷	300	150	450

Sources : Enquête emploi, enquête secteur informel, recensement industriel MADIO, fichiers d'entreprises

Ces bilans de l'emploi et du nombre d'entreprises suffisent à démentir, pour le cas d'Antananarivo, l'hypothèse du « missing middle » dans la distribution des entreprises par taille. En fait, on remarque au contraire une certaine continuité de la distribution des emplois et des entreprises par taille.

L'emploi par tranche de taille d'entreprise se stabilise, compte tenu des tranches retenues, autour de 15.000 à partir du seuil des petites entreprises (au-dessus de 5 personnes). Le nombre d'entreprises décroît régulièrement en parcourant l'échelle des tailles d'entreprises (graphique 1).

Graphique 1**Effectif et emploi par taille d'entreprise**

Sources : Enquête emploi, enquête secteur informel, recensement industriel, MADIO.

L'emploi à Madagascar en 1995

Les données d'enquêtes renseignent surtout sur la situation d'Antananarivo. Il serait toutefois dommage de ne pas utiliser la diversité des données disponibles pour tenter de dresser un cadrage général de l'emploi sur le pays.

L'opération ne relève plus de l'exploitation d'enquête et du recoupement d'informations, mais de l'estimation d'ordre de grandeur. C'est ainsi qu'il faut interpréter les données du tableau 5. On trouvera en note le détail des informations utilisées et des hypothèses d'estimation.

⁵ Les indépendants travaillant de manière irrégulière n'ont pas été considérés comme des micro-entreprises. Seules les entreprises découlant de l'analyse des emplois principaux sont reprises ici.

⁶ L'enquête ménage ne permet pas de connaître le nombre d'entreprises. Celui-ci est connu pour le secteur secondaire à partir des enquêtes entreprises. Pour le secteur tertiaire et pour les entreprises en dessous de 100 personnes, les effectifs moyens par entreprise d'une tranche d'emploi trouvé dans les différentes enquêtes entreprises ont été appliqués à l'emploi de cette tranche issu de l'enquête ménage (par exemple la taille moyenne des entreprises de 3-5 personnes est 3.45, celle de 6-10 personnes est 7.65, etc...). Pour les entreprises de plus de 100 personnes, les fichiers entreprises permettent d'inventorier précisément ces dernières.

⁷ Il s'agit d'entreprises ayant leur siège à Antananarivo, mais pas la totalité de leur emploi.

Tableau 5Cadrage général de l'emploi à Madagascar (hors primaire et administration)⁸

	Secondaire		Tertiaire		Total	
Micro-entreprises, travailleurs irréguliers, employés des ménages	329.000	68%	587.000	82%	916.000	76%
Petites entreprises	52.000	11%	45.000	6%	97.000	8%
Moyennes et grandes entreprises	102.000	21%	83.000	12%	185.000	15%
Total	483.000	100%	715.000	100%	1.198.000	100%

Sources : Enquête emploi, enquête secteur informel, Recensement industriel MADIO, Enquête permanente auprès des ménages, fichiers d'entreprise, calculs personnels⁹

Les petites entreprises emploieraient donc sur l'ensemble du pays près de 100.000 personnes, soit 8% de l'ensemble des actifs occupés hors secteur primaire et administration.

Valeur ajoutée et revenu

L'importance des petites entreprises dans l'emploi ne renseigne que partiellement sur leur poids dans

l'économie. Il est difficile à partir des informations disponibles d'appréhender globalement le poids économique des petites entreprises. En revanche on peut évaluer leur contribution à la valeur ajoutée dégagée par le secteur secondaire à Antananarivo et également estimer leur contribution globale sur la capitale à la distribution de revenus pour les ménages (tableau 6).

⁸ Ce cadrage concerne les emplois principaux seulement.

⁹ Note méthodologique : Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer le cadrage général de l'emploi :

1. L'emploi total a été obtenu en extrapolant l'emploi à Antananarivo à l'aide de la proportion entre emploi total et emploi dans la capitale donnée par l'enquête EPM (les estimations de l'emploi à Antananarivo de l'enquête EPM et de l'enquête emploi diffèrent de 20% environ, une partie de cet écart s'explique sans doute par la différence de date (2 ans))
2. L'emploi dans les moyennes et grandes entreprises est donné dans le secteur secondaire par le recensement industriel et dans le secteur tertiaire par recoupement avec les différents fichiers d'entreprise (CNAPS, MINAS).
3. Pour les petites entreprises secondaires, on dispose de l'emploi à Antananarivo et de l'emploi des entreprises enregistrées pour l'ensemble du pays. Pour le total national, deux estimations ont été faites. La première consiste à reporter la proportion entre Antananarivo et le pays entier obtenue sur les entreprises industrielles enregistrées à l'ensemble des entreprises. C'est une hypothèse basse car elle supposerait que la proportion d'enregistrement n'est pas moins élevée à l'intérieur du pays que dans la capitale. La seconde estimation a consisté à imputer la même proportion entre Antananarivo et le pays pour les petites entreprises non enregistrées et pour les micro-entreprises et travailleurs irréguliers. C'est une hypothèse haute, car elle suppose que la proportion de petites entreprises dans le secteur informel est la même dans la capitale et à l'intérieur du pays. Le chiffre retenu a été la moyenne entre ces hypothèses basse et haute.
4. Pour les petites entreprises tertiaires, il serait sans doute imprudent d'appliquer la même méthode, car la concentration dans la capitale est sans doute beaucoup plus forte que pour les activités secondaires. Une moyenne a été effectuée entre l'estimation obtenue en utilisant le même taux d'extrapolation que dans le secteur secondaire et celle obtenue avec les taux d'extrapolation donnés par les fichiers d'entreprises (CNAPS, MINAS)
Les emplois dans les micro-entreprises, les emplois auprès des ménages et les emplois irréguliers ont alors été obtenus par solde.

Tableau 6Valeur ajoutée du secteur secondaire à Antananarivo en 1994¹⁰

	Valeur ajoutée (millions fmg)	%	VA par tête (1000 fmg/an)
Micro-entreprises et travailleurs irréguliers	115.000	26%	1.500
Petites entreprises	95.000	21%	4.300
Moyennes et grandes entreprises	240.000	53%	7.500
Total	450.000	100%	

Sources : Enquête emploi, enquête secteur informel, recensement industriel MADIO

Les petites entreprises représentent donc environ un cinquième de la valeur ajoutée du secteur secondaire à Antananarivo. Pour les services ce pourcentage est probablement notablement plus élevé du fait d'une relative plus grande importance des petites entreprises par rapport aux moyennes et grandes entreprises. Par ailleurs, la valeur ajoutée par tête dans les petites entreprises apparaît très précisément située entre celle des micro-entreprises et celle des moyennes et grandes entreprises.

Si l'on observe les revenus distribués par les entreprises (enquête emploi), on retrouve la même proportion de 20% des revenus qui seraient distribués par les petites entreprises. Ce chiffre est une nouvelle fois à interpréter avec prudence, notamment car les déclarations de gain des

ménages apparaissent notablement sous-estimées par rapport au recoupement que l'on peut faire à partir des données d'entreprises.

Les caractéristiques des petites entreprises

Le niveau de formalisation

Le niveau de formalisation des petites entreprises a été analysé à partir de trois critères : l'enregistrement statistique, l'existence d'une comptabilité formelle écrite (même sommaire) et la forme juridique. On peut dresser le bilan suivant sur les petites entreprises industrielles à Antananarivo (tableau 7).

¹⁰ Le tableau est construit de la façon suivante : l'enquête phase 2 (secteur informel) et le recensement industriel permettent d'obtenir pour chaque taille et type d'enregistrement des entreprises une valeur ajoutée moyenne par tête. Ces valeurs sont ensuite appliquées aux effectifs de l'emploi donnés par la phase 1 (tableau 2). De plus, l'enquête secteur informel porte sur le milieu d'année 1995, alors que le recensement industriel porte sur l'exercice 1994. Aussi, les données de la première ont été déflatées de manière uniforme par le taux de croissance des prix à la production du secteur secondaire calculé par la comptabilité nationale (+ 45%). Les résultats ne sont à nouveau que des estimations d'ordre de grandeur.

Tableau 7

Niveau de formalisation des petites entreprises industrielles à Antananarivo

	Secteur informel		Secteur formel		Total
	Non enregistrées	EI* enregistrées sans comptabilité	EI* enregistrées avec comptabilité	Sociétés	
Nombre d'entreprises	470	630	270	230	1600

Près de 70% des petites entreprises industrielles, qui représentent un peu plus de la moitié de l'emploi, appartiennent donc au secteur informel. Ce chiffre peut paraître important, mais il ressort surtout que les petites entreprises déclinent, dans des proportions importantes, tous les niveaux de formalisation depuis l'entreprise sans aucun enregistrement jusqu'à la société à responsabilité limitée.

Les petites entreprises ne forment pas un ensemble homogène du point de vue de leur statut et de leur mode de fonctionnement. Il convient de garder cela à l'esprit dans les analyses globales sur ce segment d'entreprises. Mais, *a contrario*, cette hétérogénéité montre également qu'il n'est pas possible d'appréhender cette classe intermédiaire d'entreprises par une approche par statut. Quel que

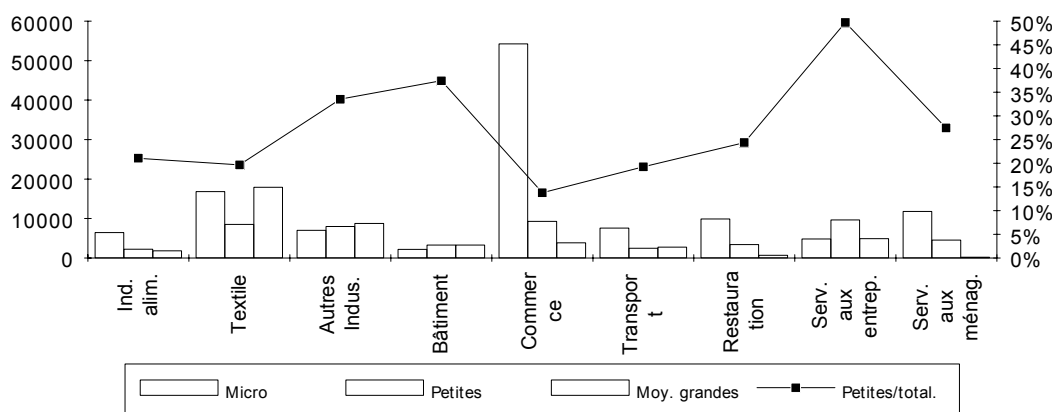
soit le statut légal d'entreprise que l'on étudie, les petites entreprises seront toujours minoritaires et très partiellement représentées, ce qui explique sans doute en partie la difficulté d'appréhension globale des petites entreprises.

Les données disponibles ne permettent pas d'étudier de manière détaillée d'autres aspects de la formalisation des petites entreprises. Le fichier des contributions, non informatisé et décentralisé par commune, est d'une exploitation délicate sur ce point. Les statistiques de la Caisse Nationale d'Assurance et Prévoyance Sociale enregistrent moins de 3000 personnes dans les petites entreprises industrielles d'Antananarivo, ce qui montre un très faible taux d'enregistrement légal à ce niveau. Globalement, il semble que les petites entreprises respectant la totalité de la législation sont largement minoritaires.

Branches et activités

Graphique 2

Répartition de l'emploi par branche et taille d'entreprise



Source : Enquête emploi, MADIO.

Le graphique 2 montre que l'effectif employé (histogramme sur l'échelle de gauche) dans les petites entreprises est le plus important dans les branches services aux entreprises et collectivités (9600), commerce (9300), industrie textile (8500) et autres industries (8000). Mais c'est dans les branches services aux entreprises et aux

collectivités (50%), bâtiment (37%) et autres industries (34%), que les petites entreprises contribuent le plus fortement à l'emploi de la branche (courbe sur l'échelle de droite).

Le graphique laisse entrevoir une sorte de spécialisation des branches vers une certaine taille

d'entreprise. Ainsi, les branches commerce, restauration, services aux ménages, branches privilégiées du secteur informel, apparaissent particulièrement adaptées à la micro-entreprise. Les branches industrie textile et autres industries sont celles où les grandes entreprises ont le poids le plus élevé. Enfin, les branches services aux entreprises et collectivités et bâtiment sont les branches les plus adaptées à la petite entreprise.

On remarquera le profil particulier de la branche industrie textile où les moyennes et grandes entreprises d'une part, les micro-entreprises d'autre part génèrent un emploi largement supérieur à celui de la petite entreprise. En dépit du niveau tout de même important de l'emploi dans les petites entreprises de cette branche (8.500), le textile pourrait être représentatif du "missing middle" dans la répartition des entreprises. C'est la seule branche qui possède cette caractéristique à Antananarivo.

Profil du personnel

L'ensemble du personnel

L'enquête emploi permet d'analyser le profil du personnel des petites entreprises, et de le comparer à celui des micro-entreprises d'une part et des moyennes et grandes entreprises d'autre part.

L'examen de ces profils fait apparaître un certain nombre de caractéristiques du personnel des petites entreprises. L'ancienneté dans l'emploi ne fait apparaître aucune différence entre petites et moyennes et grandes entreprises. En revanche, le tableau 8 reprend les points pour lesquels les petites entreprises se distinguent des autres types d'entreprises.

Tableau 8

Caractéristiques du personnel selon la taille d'entreprise (emploi secondaire et tertiaire à Antananarivo)

	Micro-entreprises	Petites entreprises	Moy. et grandes entreprises	Total
Taux de masculinité	51%	63%	57%	55%
Age moyen	33.6	32.9	33.1	33.4
% chef de famille	42%	44%	48%	44%
% conjoint de chef de ménage	28%	17%	21%	24%
% enfant de chef de ménage	20%	29%	24%	23%
% célibataire	27%	35%	29%	29%
% étranger	0.7%	2.0%	0.9%	1.0%
% vivant depuis toujours à Tana	64%	68%	66%	65%
% ayant suivi enseign. supérieur	7%	16%	15%	10%
Nombre moyen d'années d'étude	7.0	8.7	9.2	7.8

Source : Enquête emploi, MADIO.

Tableau 9

Niveau d'études des cadres des petites, moyennes et grandes entreprises

	Cadres supérieurs		Cadres moyens	
	% études supérieures	Nb moy. années études	% études supérieures	Nb moy. années études
Petites entrep.	90%	16.0	48%	12.4
Moy et grand. entrep.	75%	15.2	39%	12.4

Source : Enquête emploi, MADIO.

Le personnel des petites entreprises est le plus majoritairement masculin, le plus jeune en moyenne (mais avec des écarts très faibles avec les autres classes), le plus fréquemment en position de célibataire et de fils du chef de famille (et le plus rarement en position de conjoint), le plus nombreux « depuis toujours à Antananarivo », et le plus fréquemment d'un niveau scolaire supérieur¹¹. On remarque également que les étrangers sont en proportion supérieure, bien que faible, dans les petites entreprises. Cela définit un profil type de personne travaillant dans les petites entreprises : un homme jeune, célibataire, habitant avec ses parents, vivant depuis toujours à Antananarivo et d'un niveau d'étude supérieur. Il ne s'agit pas d'un profil majoritaire dans les petites entreprises, mais d'un profil de personnes plus représenté dans cette catégorie d'entreprises que dans les autres catégories.

D'autres profils, plus proches de ceux caractéristiques des micro-entreprises, ressortent également de l'analyse. Ainsi, les petites entreprises comptent une proportion plus importante de jeunes que les moyennes ou grandes entreprises, mais aussi de plus de 55 ans. De même, la proportion de personnes d'un niveau d'études supérieur y est légèrement plus importante, mais également celle des personnes d'un niveau d'études primaire ou sans niveau d'études.

Les cadres¹²

Le taux d'encadrement (proportion de cadres sur le total des employés) est de 16% pour les moyennes et grandes entreprises et de 13% pour les petites entreprises, en considérant les déclarations des enquêtés (est considéré comme cadre celui qui se déclare comme tel). Mais si l'on se limite au taux d'encadrement supérieur, celui-ci devient plus élevé pour les petites entreprises (4.3%) que pour

les entreprises de plus grande taille (3.5%).

Bien qu'il faille interpréter les résultats sur les cadres supérieurs avec prudence¹³, il semblerait que ces derniers soient globalement plus nombreux dans les petites entreprises (2400) que dans les entreprises de plus grande taille (1500). 54% des cadres supérieurs d'Antananarivo travailleraient dans les petites entreprises.

On pourrait penser que l'on se qualifie de cadre plus facilement dans une petite entreprise que dans une entreprise plus grande, et que de ce fait le niveau moyen de l'encadrement y serait plus faible. Il n'en est rien au contraire, comme le montre le tableau 9.

Le niveau des cadres semble être plutôt le plus élevé dans les petites entreprises.

Les cadres sont également plus jeunes dans les petites entreprises (37.8 ans contre 39.9 ans dans les moyennes et grandes entreprises) et occupent leurs emplois depuis moins longtemps (4.6 ans contre 7.3 ans).

Tous ces résultats laissent à penser que les petites entreprises constituent un débouché très important pour les diplômés (et particulièrement les jeunes diplômés) à Madagascar, qui pourrait expliquer le niveau réduit du chômage des diplômés dans la capitale¹⁴. Cela est, semble-t-il, confirmé lorsque l'on regarde l'occupation professionnelle des personnes de niveau d'étude supérieur (tableau 10).

Les petites entreprises emploient 35% des actifs occupés de niveau supérieur et apparaissent comme le principal employeur de jeunes de niveau supérieur : 38% des moins de 30 ans sortant des études supérieures à Antananarivo travaillent dans les petites entreprises.

¹¹ Lorsque l'on fait de l'analyse quantitative, toutes ces caractéristiques n'apparaissent pas significatives. Ainsi un modèle PROBIT effectué sur la variable à expliquer petites entreprises/moyennes et grandes entreprises fait apparaître comme facteur significatif positivement le sexe masculin, la position de fils du chef de famille, le statut de célibataire. A l'inverse ni l'âge, ni la nationalité étrangère, ni la résidence depuis toujours à Tana, ni la fréquentation de l'enseignement supérieur ne sont des facteurs significatifs. Enfin, le nombre d'années d'étude ressort comme un facteur significativement négatif de l'appartenance à une petite entreprise (par rapport à l'appartenance à une moyenne ou grande entreprise).

¹² Il s'agit des cadres salariés, non compris les patrons.

¹³ Seuls 57 cadres supérieurs ont été enquêtés.

¹⁴ Voir L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo. Projet MADIO, 1995.

Tableau 10

Emploi des actifs occupés de niveau d'éducation supérieure

	% des actifs occupés de niveau d'étude supérieur	% des actifs occupés de moins de 30 ans de niveau d'étude supérieur
Micro-entreprises	37%	35%
Petites entreprises	35%	38%
Moyennes et grandes entreprises	28%	27%
Total	100%	100%

Source : Enquête emploi, MADIO.

Les patrons

L'enquête emploi a interrogé 61 patrons de petites entreprises. Les résultats sont donc à regarder comme de simples indications, d'autant plus que la comparaison avec les patrons de plus grandes unités n'est évidemment pas possible (un seul figure dans l'échantillon) et que les patrons des petites entreprises de la strate supérieure (plus de 20 personnes) sont très peu nombreux dans l'échantillon.

Les patrons des petites entreprises semblent être très majoritairement des hommes (75% contre 52% pour les micro-entreprises), être âgés de 42 ans en moyenne (20% ont moins de 30 ans contre 36% dans les micro-entreprises) et ont en moyenne suivi 8.2 années de scolarité. Les patrons des petites entreprises sont donc très notablement moins instruits que leurs cadres : près de 40% ont un niveau d'éducation primaire et 13% seulement un niveau supérieur.

Dynamique de création d'entreprise

Une fois établis le poids et quelques caractéristiques du secteur des petites entreprises, la question fondamentale qui se pose est celle de la dynamique de ce secteur. Les espoirs souvent placés dans les petites entreprises se basent sur l'hypothèse que ce secteur pourrait avoir une dynamique supérieure à celle des micro-entreprises, dont le moteur est la survie et donc la reproduction, et à celle des plus grandes entreprises du fait d'une flexibilité et d'une capacité d'innovation plus importante.

La dynamique des entreprises peut-être scindée en une dynamique de développement, déterminée par l'évolution des entreprises existantes, et une dynamique de renouvellement, déterminée par la création/disparition d'entreprises. On est en général sans information sur le partage de la dynamique globale entre développement et renouvellement ; on suppose cependant que le facteur renouvellement

doit être plus important dans les entreprises de petite taille¹⁵.

Les informations disponibles, dans le cas de Madagascar, ne donnent aucune information sur la dynamique de développement, et des informations partielles sur la création d'entreprises, mais pas sur les disparitions. On ne peut donc que se limiter à apporter quelques éléments d'éclairage sur la dynamique de renouvellement des petites entreprises.

On dispose de plusieurs sources d'information sur la dynamique de création d'entreprise. En premier lieu, les enquêtes entreprises donnent une coupe temporelle de l'âge des entreprises. On constate que plus de 45% des entreprises industrielles enregistrées, en activité en 1994, ont été créées après 1990. A première vue, cette information dénoterait une forte dynamique de création dans le secteur. Mais, en l'absence de connaissance de la mortalité des entreprises, il est en fait difficile d'interpréter un tel constat. Le rythme de création d'entreprises est rapide, sans que l'on puisse affirmer qu'il correspond à l'extension du parc d'entreprises antérieur ou à son simple maintien.

Structure par âge des entreprises industrielles enregistrées

La création et la disparition des petites entreprises semblent se rapprocher beaucoup de celles des micro-entreprises enregistrées et différer fortement des entreprises plus grandes. L'âge moyen des petites entreprises industrielles enregistrées en

¹⁵ Dans une enquête sur les petites et micro-entreprises menées dans 5 pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique Australe, D. Mead (1994) fait état sur la période 1981-1990 d'une création d'emploi due à 75% à la création de nouvelles entreprises et 25% au développement d'entreprises déjà existantes. Mais ces données ne recouvrent que l'emploi mesuré en 1990, et ne prennent pas en compte les disparitions d'entreprises ayant eu lieu avant cette date. Aussi peut-on penser que cette proportion dépend avant tout de la durée de la période d'analyse.

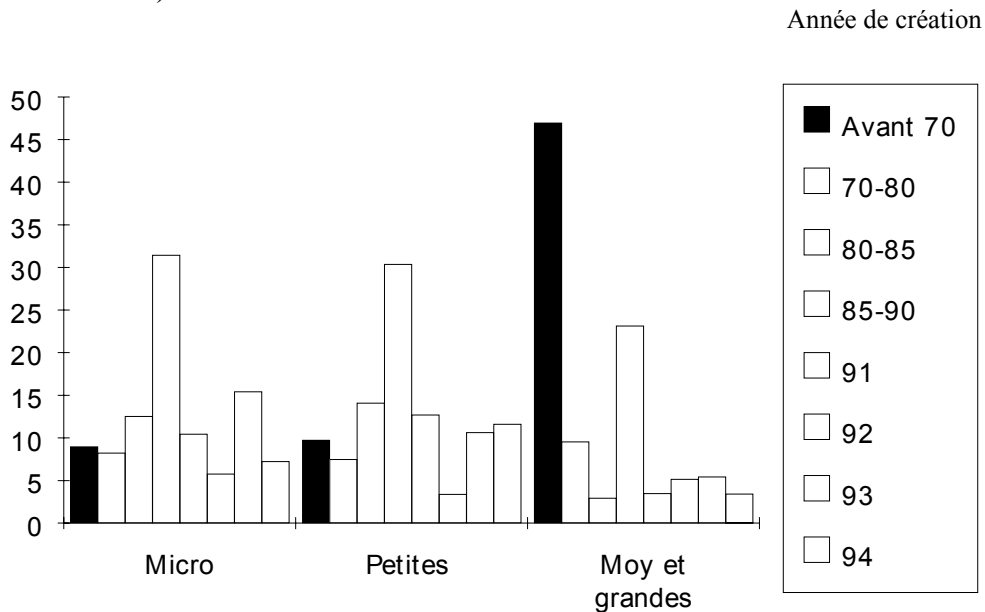
activité en 1994 est de 9 ans, à comparer à 8 ans pour les micro-entreprises et 25 ans pour les moyennes et grandes entreprises. Le graphique 3 reprend les structures par âge des entreprises industrielles enregistrées par segment de taille d'entreprise.

Ce graphique 3 montre la proximité des structures par âge des micro et des petites entreprises

enregistrées. On notera l'importance des créations de petites entreprises en 1994, puisque ces dernières représentent 12% de l'ensemble des petites entreprises du secteur, contre 7% pour les micro-entreprises et 3.5% pour les moyennes et grandes entreprises.

Graphique 3

Structure par âge des entreprises industrielles enregistrées en activité en 1994 (selon leur taille)



Source : Recensement industriel, MADIO.

Dynamique de l'enregistrement des entreprises

La dynamique de création d'entreprises, telle que mesurée par l'enregistrement auprès des services statistiques, apparaît très fortement positive sur les années récentes (tableau 11).

Tableau 11

Dynamique de l'enregistrement des entreprises par forme juridique

	Sociétés anonymes Sociétés d'Etat ou d'économie mixte	SARL	Entreprises individuelles
1980-84 (Mo annuelle)	38	103	10.160
1985-89 (Mo annuelle)	36	213	10.915
1990	51	456	10.902
1991*	31	307	6.484
1992	36	536	10.627
1993	44	614	20.713
1994	36	840	20.502

Source : Fichier d'enregistrement des entreprises, INSTAT. * l'année 1991 a été marquée par d'importantes grèves

Alors que le nombre de créations de sociétés anonymes stagne, la dynamique de création de SARL apparaît très régulière et impressionnante. Les entreprises individuelles montrent une évolution plus curieuse, le nombre d'enregistrements, traditionnellement situé autour de 10.000 par an, a subitement doublé depuis 1993.

Ces chiffres ne doivent pas être interprétés au pied de la lettre. Ils appellent des analyses complémentaires. Il est probable que beaucoup d'enregistrements ne correspondent pas à la mise en activité d'entreprises, et il est possible que ce type d'enregistrement ait augmenté en proportion¹⁶. Enfin, pour les entreprises réellement entrées en activité, on est sans information sur leur mortalité. Toutefois ces évolutions traduisent pour le moins une spectaculaire progression de la volonté d'entreprendre, et probablement une nette dynamique de renouvellement et de création d'entreprises.

Ces données ne renseignent pas directement sur les petites entreprises. Toutefois, le nombre d'enregistrement de SARL doit être rapproché du nombre total d'entreprises de plus de 50 personnes opérant dans le pays (entre 600 et 700). Vu la structure par âge de ces entreprises, il est de fait probable que les enregistrements de SARL concernent un nombre limité de moyennes et grandes entreprises. La part des enregistrements correspondant à une réelle mise en activité concerne donc probablement en premier lieu les petites entreprises¹⁷. Sans préjuger de cette part, la dynamique d'enregistrement très positive traduit certainement une progression sensible du rythme de création de petites entreprises (sans compter que les petites entreprises sont plus nombreuses encore parmi les entreprises individuelles).

Si l'on se penche sur les activités des nouvelles SARL enregistrées, on constate au cours des dix dernières années une structure très stable en dépit de la progression rapide de leur nombre (environ 40% dans le commerce, 20% dans les services,

15% dans l'industrie, 10% dans les transports et le bâtiment et 5% dans les activités primaires). Toutefois, on remarque que la part des "activités productives" (primaire et industrie) a plutôt tendance à se renforcer au détriment du commerce.

Conclusion : Comment prendre en compte les petites entreprises dans une économie duale ?

Les analyses précédentes montrent tout l'intérêt du secteur des petites entreprises à Madagascar. Non seulement son poids est important, en termes d'emploi comme de revenu, mais il semble posséder des caractéristiques particulières qui en renforcent l'intérêt : emploi qualifié, dynamique de création. Cette importance est d'ailleurs reconnue depuis un certain temps par les autorités, comme le montre le nombre de cellules et projets d'appui qui se fixent comme objectif l'appui à ces entreprises. Mais une attention comparable n'a pas, jusqu'à présent, été accordée par l'analyse statistique et macro-économique, sans doute pénétrées par l'idée du "missing middle".

Madagascar est peut-être un cas très particulier quant à l'activité de ses petites entreprises. La question reste posée car l'ignorance statistique du poids des petites entreprises se retrouve dans la plupart des pays africains. Les petites entreprises représentent un enjeu important, un domaine d'actions de développement (les cellules d'appui), parfois un sujet d'études micro-économiques, mais très rarement un objet d'analyses macro-économiques et de mesure statistique (contrairement au secteur informel). C'est ce "retard" de l'analyse macro-économique et statistique que cette conclusion se propose d'explorer, à partir du cas malgache, en partant de l'idée que la vision duale de l'économie entrave la perception du segment intermédiaire d'entreprises (voire de la continuité de la distribution des entreprises).

La séparation entre secteur informel et secteur formel ou moderne a fait l'objet d'une littérature abondante [Lautier, 1994]. Sans entrer dans ces débats, deux types de classification sont couramment pratiqués dans le cas des pays africains.

Souvent, sous l'impulsion de la comptabilité nationale, le champ du secteur moderne n'est guère plus large que l'ensemble des entreprises dont les comptes nationaux sont susceptibles de se

¹⁶ L'enregistrement est gratuit et ne conduit à aucun engagement. En particulier des enregistrements peuvent être pris uniquement pour pouvoir négocier par la suite des conditions particulières d'importation par exemple, sans que cela corresponde à une activité entrepreneuriale, ou encore comme préalable à la recherche, pas toujours fructueuse, de partenaires, enfin l'ambition de monter une activité n'est pas toujours suivie d'effet, souvent par manque de capitaux.

¹⁷ Dans l'industrie par exemple, le recensement industriel évalue à 12 et 237 les nombres de moyennes et grandes entreprises et de petites entreprises entrées en activité en 1994.

procurer la comptabilité [Savoye, 1996]. Les entreprises du secteur moderne sont donc celles figurant dans une Centrale des Bilans ou remplissant une Déclaration Statistique et Fiscale (complète ou simplifiée). L'expérience montre que la majorité des petites entreprises n'est pas touchée par ce type de collecte d'information. Parfois, des enquêtes peuvent être menées sur des registres d'entreprises plus larges¹⁸ [Savoye, 1996], notamment celui des entreprises imposées au forfait. Sinon, au mieux les résultats des entreprises identifiées dans un fichier d'entreprises et ne figurant pas dans la collecte comptable sont estimés, au pire ils sont omis. Un tel système conduit souvent à un secteur moderne particulièrement restrictif.

"Ainsi, toutes tailles d'entreprises confondues, l'effectif moyen des entreprises de commerce et hôtellerie restauration est respectivement de 35 personnes en RCA et de 30 personnes en Côte d'Ivoire, pour 3 à 4 personnes sur l'ensemble des pays européens. La statistique centrafricaine ne retient dans le secteur des hôtels-bars-restaurants du pays que 4 grandes entreprises dont l'effectif moyen est de 50 personnes, excluant plus d'une centaine d'entités qui fournissent des déclarations forfaitaires. Les écarts sont encore plus marqués dans le secteur du bâtiment : les entreprises ivoiriennes recensées comptent en moyenne 147 personnes, les entreprises centrafricaines 65 contre seulement 4 personnes dans l'ensemble de la Communauté Européenne. Dans l'industrie du cuir et de l'habillement, dominée en Europe par de petites entreprises (les effectifs moyens sont de 9 personnes dans le cuir, 11 dans l'habillement et 21 dans le textile), les entreprises ivoiriennes retenues emploient en moyenne 350 personnes et les 4 entreprises centrafricaines 385" [Savoye, 1995].

Le secteur informel défini comme le complément du secteur moderne serait alors particulièrement hétérogène. L'expérience montre que les professions libérales, la santé et l'éducation privée, les entreprises de communication, pour ne prendre comme exemples que les activités les plus éloignées des "activités traditionnelles" ne sont pas saisies par la collecte de comptabilité du type décrit ci-dessus.

De fait, les opérations statistiques menées sur le secteur informel prennent en compte d'autres critères que l'absence des registres du secteur moderne, tels que l'absence de comptabilité. On aboutit alors à une disparition de l'activité de la grande majorité des petites entreprises de toute

mesure statistique, et donc de toute analyse macro-économique.

Le cas de Madagascar est représentatif d'une conception différente. Le critère d'appartenance au secteur informel est classiquement l'absence de comptabilité. Mais, le secteur ainsi défini paraît relativement homogène quant à la taille des entreprises. La taille moyenne des entreprises à Antananarivo est de 1.5 personnes, et moins de 1000 entreprises de plus de 5 personnes relèveraient ainsi des unités de production informelles de la capitale (au nombre de 123.000).

Par définition, le secteur formel se présente bien cette fois-ci bien comme le complément du secteur informel. Mais c'est alors lui qui paraît singulièrement hétérogène. Ainsi, la taille médiane des entreprises du Recensement industriel (portant sur l'ensemble du secteur secondaire) de Madagascar est de 4 personnes.

L'ensemble secteur formel/secteur informel forme ici une partition de l'économie (contrairement à ce que l'on pourrait appeler le couple secteur moderne/secteur informel). Mais, l'activité des petites entreprises n'en manque pas moins de visibilité statistique et économique. D'abord parce que les petites entreprises sont partagées entre les deux secteurs, mais aussi parce que dans chaque secteur elles apparaissent d'une certaine façon marginales. Elles sont, dans le secteur informel, noyées sous la masse des unités individuelles, souvent précaires et intermittentes, dont elles diffèrent fortement quant à leur nature économique. Elles sont également masquées dans les résultats économiques du secteur formel par les très grandes entreprises. Le recensement industriel nous apprend par exemple qu'une seule entreprise, la compagnie sucrière, emploie presque autant à elle seule (13.000 personnes) que toutes les petites entreprises industrielles formelles d'Antananarivo (15.000 personnes).

Ces différentes approches duales de l'activité économique soulèvent un problème statistique et un problème économique. Le problème statistique est évident dans la première conception - secteur moderne/secteur informel - où un pan entier de l'activité est absent de la mesure. Mais, il existe également dans le deuxième cas, de manière atténuée, car dans chacune des opérations statistiques sur le secteur informel ou formel les petites entreprises apparaissent comme un objet à la marge. Or, quel que soit le soin apporté à ces opérations, il est inhérent aux enquêtes d'avoir une qualité d'observation moindre sur la marge de leur champ d'investigation (recensement plus difficile,

¹⁸ C'est la cas au Sénégal et au Burkina, voir Savoye (1996).

échantillon réduit, questionnaires mal conçus pour cette cible spécifique, etc.).

Cela soulève également un problème d'analyse économique. Soit l'on définit des secteurs homogènes, et il manque un segment d'activité dans l'analyse, soit au moins un des deux secteurs étudiés est très hétérogène. Dans ce cas, il est certain que toutes les analyses moyennes conduites sur ce secteur ont une signification réduite. On est conduit alors à partitionner systématiquement le secteur ainsi défini. Le secteur formel peut ainsi être partagé entre entreprises individuelles et sociétés et quasi-sociétés [Roubaud, Sérurier, 1991]. C'est l'optique qui a été choisie à Madagascar. On est donc de fait conduit à rompre, que ce soit *a priori* ou *a posteriori*, avec une analyse macro-économique duale.

Un changement structurel de l'activité appelle une modification des méthodes de mesure. Mais, ce changement structurel est en général difficile à percevoir à l'aide de ces mêmes méthodes, conçues

pour mesurer autre chose. Il faut régulièrement, par des analyses et des mesures spécifiques tenter de rompre l'inertie de l'enchaînement systèmes de mesure/analyse économique. Pour cela, on est conduit à tenter de mesurer des objets ou des phénomènes avec des instruments pas tout à fait conçus dans ce but. Cela soulève un certain nombre de difficultés, de problèmes de recoupement, d'estimation ou de mise en cohérence. C'est ce travail qui a été réalisé ici, et qui a clairement mis en évidence l'importance de la petite entreprise à Madagascar. Il a pu avoir lieu du fait d'une conjonction remarquable d'enquêtes de qualité sur les ménages et les entreprises. Cela appelle d'autres travaux de ce type appliqués à d'autres économies du continent africain. Les changements qu'ont connus ces économies ont-ils conduit à modifier la distribution des entreprises ? N'est-on pas parfois victime d'une myopie due à la stabilité des systèmes de mesure ?

Références bibliographiques

Fauré Y.A. (1994), *Petits entrepreneurs de Côte d'Ivoire*, Karthala.

Hugon, Pourcet, Quiers Valette (1995), *L'Afrique des incertitudes*, PUF.

Hugon P. (1993), *L'économie de l'Afrique*, La Découverte.

Kilby (1971), *Enterpreneurship and economic development*, The Free Press, New York.

Lautier B. (1994), *L'économie informelle dans le Tiers Monde*, La Découverte.

Mead D. (1994), *The contribution of small enterprises to employment growth in Southern and Eastern Africa*, World Development, Vol 22.

OCDE/BAD/CILSS (1994), *Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest. Une vision à l'horizon 2020*.

Oudin X. (1986), *Population et emploi non structuré en Côte d'Ivoire*, AMIRA.

Roubaud F. et Sérurier M. (1991), *Economie non-enregistrée par la statistique et secteur informel dans les pays en développement*, Statéco n°68.

Savoie B. (1996), *Les systèmes de statistique d'entreprises en Afrique*, note interne INSEE. Ce document concerne 10 pays d'Afrique francophone.

Savoie B. (1995), *Propositions de remaniement de la statistique d'entreprises dans les pays africains*, Statéco n° 83-84.

Steward, Lall, Wangwe (1992), *Alternative Development Strategies in Subsaharan Africa*, Mc Millan, Londres.